

Pompidou, une certaine idée de la modernité

Pascal Geneste

Académie Montesquieu, 11 septembre 2017

Chers confrères,

Je vous remercie d'inaugurer la saison 2017-2018 en présentant cette communication intitulée « Pompidou, une certaine idée de la modernité », communication dont on voit mal, d'emblée, le lien qu'elle peut avoir avec Montesquieu, puisqu'elle porte sur un sujet d'histoire politique contemporaine.

En la préparant dans ce cadre, j'ai cependant trouvé un angle d'attaque qui me permettra, vous le verrez, de rapprocher le successeur du général de Gaulle du baron de Labrède.

* *

Durant dix ans, aux Archives nationales, j'ai eu la responsabilité des archives de Georges Pompidou. Cette période s'est achevée en une sorte d'apothéose puisqu'en 2011, il m'a été confié le soin de réaliser l'exposition du centenaire de la naissance de Pompidou et, à cette occasion, de travailler étroitement avec ses proches, principalement son fils, Alain Pompidou, et son « ayant droit moral », Édouard Balladur.

L'apport de documents inédits, notamment privés, a été valorisé à travers un catalogue puis un ouvrage dont l'objectif n'était pas simplement de revenir sur les aspects biographiques du personnage – aspects qui sont bien connus depuis le travail magistral de l'historien Éric Roussel –, mais de mettre en avant sa trajectoire intellectuelle et de voir comment s'est forgée, en 63 ans, ce que l'on a appelé « une certaine idée de la modernité ».

* *

La France a actuellement la nostalgie de sa période pompidolienne !

Une époque formidable où la croissance dépassait les 5 % par an et où il n'y avait que 400 000 chômeurs (« demandeurs d'emploi ») !

Dernières années d'opulence, dernière séquence des Trente Glorieuses, après dix ans de gaullisme qui furent aussi dix ans de pompidolisme, on parle partage de la croissance et développement industriel, le tout de manière novatrice par le truchement d'un Président aux constats lucides qui se veut être l'incarnation de la modernisation du pays.

Rappelons-nous cette conférence de presse où il déclarait :

*« Chère vieille France, la bonne cuisine, les Folies-Bergères,
le gai-Paris, la Haute couture, les bonnes exportations [...]
c'est terminé !*

La France a commencé et largement entamé une révolution industrielle ».

Si la nostalgie du rétroviseur joue beaucoup pour cette époque, c'est d'abord parce que ceux qui l'évoquent aujourd'hui l'ont connue, c'est aussi parce que ceux-là mêmes étaient jeunes !

C'est également parce qu'à tort ou à raison, c'est une époque où il y avait une idée du bonheur, du rattrapage du temps perdu après la guerre, et de la prospérité, aidée au quotidien par l'avènement de la voiture (« Les Français aiment la bagnole ») ; l'amélioration des conditions de travail après Mai 68, les congés payés étaient une évidence et la prospérité permettait de soutenir tout cela.

En incarnant cette période, Pompidou reste aujourd'hui un homme encore très présent dans l'inconscient collectif. Partant de là, il ne fallait pas forcément chercher à établir une biographie classique, c'est-à-dire un récit, très souvent politique, de la progression d'un individu à travers ses différents mandats, mais plutôt à comprendre, à travers sa culture personnelle, ce qui a forgé Pompidou et, à travers cela, comme je l'ai dit à l'instant, a développé une certaine idée de la modernité qui embrassait dans le même mouvement la politique, l'économie et les arts.

* *

Pour évoquer, non pas l'homme à proprement parler, mais sa trajectoire intellectuelle, j'ai choisi ce soir, de manière assez peu académique, de découper mon propos en quatre parties :

1. L'enfant de la République méritocratique
2. Les cicatrices de la Seconde Guerre mondiale
3. L'engagement politique, engagement d'un quart de siècle auprès du général de Gaulle, qui prend un sens particulier au moment de la guerre d'Algérie
4. L'homme de pouvoir, un pouvoir mûri, réfléchi, qui s'inscrit dans un nouveau régime, celui de la V^e République naissante, un régime présidentiel qui met à mal le principe de la séparation des pouvoirs – nous le verrons –, d'où mon sous-titre : Pompidou *versus* Montesquieu

* *

La profession de foi III^e République

Si les Français se sont reconnus et peuvent encore se reconnaître en Pompidou, c'est parce qu'au fond, c'est l'enfant de la République méritocratique.

Ses parents sont de petite extraction cantalienne – qui ignore encore qu'il est né à Montboudif ? –, émigrés dans le Tarn, issus d'une gauche laïque, républicaine et patriote, fortement influencés par Jaurès (d'Albi) puis Blum, bref du socialisme « à la française » du premier XX^e siècle. Cette influence forge l'imaginaire de la famille Pompidou qui est également marquée par la Grande Guerre – le père de Pompidou, Léon, revenant du front blessé –, convaincue dans les années 20 et 30 que quelque chose se joue dans la fracture gauche-droite, l'influence locale de Joseph Paul-Boncour n'y étant pas innocente.

Comme tous les bons élèves du Sud-Ouest, Pompidou part à Toulouse, au lycée Fermat : on ne change pas les référents, les horizons, on augmente simplement la puissance.

Celui qui offre à Pompidou ce pacte intellectuel de la petite patrie et de la grande nation, creuset de la III^e République, c'est son professeur de Fermat, Gadrat, à la fois socialiste et

patriote. Cette conversion à l'idéal républicain, en même temps que la promotion sociale qui l'accompagne, passe par l'apprentissage et l'enseignement de ce pacte.

L'image d'homme du peuple tient à sa bonhomie, à ses origines cantaliennes, réactivées sur le tard lors des élections législatives de 1967, à sa manière d'aller fumer sa cigarette au bistrot à côté des paysans auvergnats : il aura toujours en tête la question du malaise paysan.

Cela tranche avec le protocole qui accompagne la mise en œuvre de la IV^e et encore plus de la V^e République gaullienne. Cela tranche aussi avec l'image que l'on a des élites intellectuelles qui, de Normale sup, de l'agrégation de Lettres au Conseil d'État et au Conseil constitutionnel, passent pour des technocrates en costume trois pièces et souliers vernis.

Cela tranche aussi avec l'esthète, le passionné d'art moderne, qui plus est d'art abstrait (Nicolas de Staël), en dissonance d'ailleurs avec Malraux de ce point de vue là.

Ce n'est qu'à partir du moment où il accède à la magistrature suprême qu'il intervient dans le domaine culturel, en portant le projet du Centre Beaubourg, tel un testament artistique en plein Paris, médité depuis les années 50. Pour Pompidou, la découverte de l'art moderne passe par une démarche intellectuelle qui lui fait aborder, d'abord par la littérature (*La femme cent têtes* de Max Ernst) et par ses sorties parisiennes en khâgne et à Normale sup, ce choc esthétique avant-gardiste.

Beaubourg n'est pas qu'un musée, c'est aussi une bibliothèque, accessible à tous, un institut du son, un lieu qui aborde toutes les parties de l'art, de manière totale et complète.

En 1934, le concours de l'agrégation de Lettres est pour Pompidou l'occasion de briller : tout en préparant soigneusement les épreuves, il apparaît aux yeux du jury comme le « brillant dilettante » décrit depuis la Khâgne, s'offrant le luxe de rendre avec une heure d'avance sa copie. Second après les écrits, il termine major de promotion à l'issue des oraux. Les appréciations du jury soulignent les qualités remarquées de l'impétrant : *Très bon concours à l'écrit et à l'oral. De l'acquis, de la sûreté, de la facilité, de l'adresse dans l'art de présenter les idées. Aptitudes littéraires certaines.*

Les cicatrices de la Seconde Guerre mondiale

Comme beaucoup de Français de cette génération, le tournant de sa vie, c'est cependant la guerre.

Après ses brillantes études à Normale sup et l'obtention de son agrégation de Lettres, Pompidou entame une carrière d'enseignant à Marseille, de 1934 à 1938, puis au prestigieux lycée Henri-IV où il est nommé en 1938.

On lui a beaucoup reproché, notamment les gaullistes, d'avoir poursuivi sa carrière d'enseignant, d'être resté attentiste, à un moment où d'autres s'engageaient.

On oublie son histoire d'amour avec Claude, épousée en 1935, et sa drôle de guerre en temps qu'officier de renseignement, lieutenant au 141^e régiment d'infanterie alpine, son expérience de la défaite qui le choque et le traumatise profondément.

Il revient à Paris à l'été 1940 très fatigué et prend donc le recul nécessaire qui lui fait observer cette société française déchirée par les passions et réfléchir déjà à ce que doit être l'après-guerre.

A ce moment-là, il réfléchit paradoxalement à la manière de ressouder la nation, aux vecteurs qui pourraient permettre d'y parvenir : avec un temps d'avance, pourrait-on dire !

Pompidou est mu par un anti-germanisme, un anti-nazisme toujours confessé. Lors d'un voyage d'étude en Italie, il écrit à l'un de ses camarades combien le nationalisme mussolinien l'inquiète.

Mais ce n'est pas un homme d'action : la prise de risque physique ne fait pas partie de son répertoire, ce que les gaullistes seront rappelés car, pour eux, c'est l'engagement guerrier qui vaut lieu de brevet, pas les diplômes.

C'est un homme d'ordre : il n'aime pas le désordre, la violence, l'émeute, on le verra en Mai 68 : il cherche avant tout à les régler par la négociation et le compromis, ce qui, dans les milieux gaullistes, durant la guerre et au sortir de celle-ci, ne sont pas les options dominantes.

C'est d'abord la restauration de l'autorité, les moyens de l'ordre et après, la concession ! Pompidou, au contraire, considère que la négociation est partie prenante du processus de réconciliation, de résolution ou de dépassement de crise.

Pour illustrer cette période, j'ai sélectionné quelques documents assez représentatifs, conservés au Service historique de la Marine :

Au terme de ses études supérieures, Georges Pompidou, jusqu'alors sursitaire, effectue son service militaire (1934-1935). Diplômé, il est aussitôt affecté à l'École militaire de Saint-Maixent pour devenir cadre de la réserve. Les feuilles de notes de son peloton tracent un fil rouge entre ses bulletins scolaires et les notices d'appréciations personnelles de l'Éducation nationale. Elles permettent surtout d'approcher un peu mieux, à travers l'œil des militaires, le portrait psychologique du jeune normalien. D'emblée, il est remarqué pour sa supériorité intellectuelle, sa culture générale et sa finesse d'esprit : *Intelligence vive et brillante culture, ne manquera pas de s'imposer. Caractère bien trempé, bien doué pour instruire et pour commander. Est capable de donner toute sa mesure s'il est conseillé et guidé avec bienveillance. Personnalité accusée, doit devenir un officier de réserve de choix. [...] Caractère droit, délicat timide. Doit être guidé avec prudence et peut devenir un excellent officier de renseignement et de troupe.*

À ce titre, on le retrouve dans son régiment en 1940 : c'est lui qui rédige personnellement le journal de marche et d'opération du 20 mai au 3 août 1940. Il est la mémoire de son unité lors de la *Blitzkrieg*. C'est donc de sa propre main qu'est évoqué « son » 18 Juin : *18 juin. Dans la matinée, un officier d'EM [état-major] avec toute une escorte arrive au pont avec un drapeau blanc. Il est porteur d'une note du général de division allemand où il est dit : la division est encerclée, la Loire a été passée à l'est et à l'ouest, pour éviter une effusion de sang, que les Français livrent sans combat et sans conditions les ponts de la Loire intacts et une tête de pont suffisante. [...] Le général allemand a donné comme délai 11 heures. [...] À midi 31, le pont saute.*

Sous le déluge du feu adverse, talonné par les Allemands, le régiment français se replie sur le Cher en deux étapes, et décroche de Sully vers Salbris.

Au moment de la démobilisation et du retour à la vie civile, à l'été 1940, la conclusion est accablante : *Au cours du repli, s'est montré souvent déprimé et dépassé par les événements. En résumé, une belle intelligence, une très grande culture... Mais pas de tempérament, ni de volonté.*

L'engagement politique

L'année 1944 marque son entrée en politique. Une entrée sur laquelle il faut revenir car elle est méconnue et, pourtant, elle éclaire de manière vive le personnage. L'effervescence qui traverse Paris à l'été 44 le saisit ; il assiste à la descente des Champs-Élysées par le général de Gaulle à la libération de la capitale et réalise que, quelques jours après, il doit faire une rentrée scolaire comme depuis une bonne dizaine d'années. Il est lassé de décliner « *rosa la rose* », l'écrit à son ami René Brouillet, alors adjoint de Gaston Palewski, directeur de cabinet du Général, en lui confiant son désir d'être utile.

Pompidou sollicite, non pas un réseau politique, mais un réseau intellectuel et social, celui de Normale Sup, qui, à travers les « soirées bouillon », refait le monde à la fin des années trente. Ne réussissant pas à joindre par téléphone son camarade Brouillet, il finit par se rendre au siège du ministère de la Guerre où est installé le cabinet gaullien et dépose une lettre à son attention, formidable témoignage pour l'historien, socle du fonds d'archives déposé aux Archives nationales par la famille Brouillet.

Pompidou n'agit donc pas là comme un militant politique qui veut s'engager mais bel et bien comme un patriote qui veut participer à la reconstruction de sa nation aux côtés de celui qui incarne dès lors le symbole de la Résistance et de la Victoire. Il entre au cabinet comme chargé de mission pour l'Éducation ; très vite, il est chargé de la liaison avec les hauts commissaires et de faire le portrait social de la France de 1945. Son intelligence au service de la vision de De Gaulle fonctionne parfaitement et lui offre une promotion exceptionnelle puisque, très rapidement, il devient le chef de cabinet du Général et l'un de ses plus proches collaborateurs.

Il réfléchit, médite ce que l'on appelle aujourd'hui avec un mot-valise le « vivre ensemble », la manière dont s'organisent les forces sociales en France et la réintégration des réprouvés, des parias de la période de l'épuration. Ce qui intéresse Pompidou, c'est le devenir de la société française et la compréhension de ce devenir avec les nouvelles générations : c'est là, me semble-t-il, le creuset de la modernité pompidolienne.

Il faut rapprocher cette réflexion du discours de Bayeux prononcé par le général de Gaulle qui, dans l'esprit du vent nouveau soufflé dans les années trente, veut rénover les institutions de l'État. Pompidou adhère à cette idée de réformer par en-haut, idée commencée sous Tardieu qui reste une référence des années d'avant-guerre. Après Normale Sup, Pompidou fréquente Sciences po et, si elle avait existé, aurait sans doute été un candidat à l'ENA. Ses références technocratiques sont certaines : il voit l'État comme une force de proposition, une force de réforme de la société. En ce sens, c'est une vision de l'élite vis-à-vis du peuple.

En permanence, il y a chez lui ce lien entre la réforme par le haut, par l'État, et ce qu'il devine du portrait de la France qu'il a dressé et ce qu'il en comprend. Il veut adapter à la modernité les réformes que l'État va décider par le biais des grands équipements collectifs, des programmes de planification étatique et économique voulus par le gaullisme au moment où les technocrates ne sont pas encore tous les promus de l'ENA qui suivront. C'est une communauté qui se recompose autour du service de l'État : Pompidou sera très sensible à l'ENA après sa création, prenant auprès de lui Balladur, Chirac et bien d'autres qui en sortent. Il cherche à retrouver dans ce vivier l'esprit de la khâgne : une polyvalence administrative et politique, avec une culture générale.

Moins connu, De Gaulle va confier à Pompidou des missions secrètes, comme notamment lors de la guerre d'Algérie.

En mai 1958, au moment du retour au pouvoir du Général, Pompidou est nommé à Matignon directeur de cabinet du Président du Conseil ; une fois achevée en six mois la réforme de l'État, Pompidou dit au général de Gaulle que sa mission est terminée. Il ne le suit pas à l'Élysée ; il est en réserve de la République.

Notés par Georges Pompidou lui-même dans la colonne du samedi 10 janvier 1959 de son agenda, les mots de remerciements du général de Gaulle revêtent une dimension émouvante et rare dans des archives politiques et matérialisent la frontière entre for privé et activité publique. Cette frontière s'avère légèrement brouillée par l'émotion évidente qui l'envahit lors de cet entretien, restituée avec d'autant plus de force que Georges Pompidou y conserve une grande pudeur : *12 h 15. Au revoir au Général : je respecte les raisons qui vous font vous retirer mais je dois avouer que je le regrette. J'aurais aimé vous avoir et vous mettre au gouvernement. Vous êtes des quelques hommes de votre génération que j'aimerais voir dans un gouvernement. (Je remercie). C'est moi qui vous remercie de ce que vous avez fait pour l'État et de ce que vous avez fait pour moi. Je m'en souviendrai.*

De Gaulle sait que Pompidou est son atout majeur, une fois qu'il aura épuisé le camp gaulliste à travers la guerre d'Algérie.

Et cet atout, il le joue après les échecs des accords de Melun en juin 1960 : il va le chercher à la banque Rothschild en lui demandant de retracer un cadre de dialogue avec le gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) : l'affaire a lieu en Suisse, Pompidou est mandaté par le chef de l'État par-dessus toute l'administration et les hommes du gaullisme.

Le 18 février 1961, le général de Gaulle donne des instructions à Pompidou. Les entretiens, programmés avec le concours des autorités suisses à Lucerne et Neuchâtel, ont pour objet d'établir le cadre des futures négociations de l'indépendance de l'Algérie. Le cadre de la mission est tracé avec rigueur : « Votre mission est d'information. Il s'agit d'obtenir de vos interlocuteurs qu'ils indiquent le but que leurs mandants voudraient atteindre, le chemin qu'ils imaginent et les étapes qu'ils envisagent. Il s'agit, réciproquement, de leur faire connaître d'une manière générale comment nous voyons les choses. C'est de cet échange de vues que pourra, ou non, résulter, de part et d'autre, la décision de constituer des délégations et de les mettre en rapport pour des négociations. »

Pour cette mission, Pompidou est secondé par un haut fonctionnaire, le diplomate Bruno de Leusse, qui prendra, en mars suivant, la direction des Affaires politiques et de l'Information du ministère d'État chargé des affaires algériennes. Une couverture est inventée : pour tous, en cette fin février 1961, Georges Pompidou part aux sports d'hiver en Suisse ! Une première entrevue est organisée pour le 20 février. Face à lui, Pompidou trouve deux hommes : Ahmed Boumendjel et Taïeb Boullarouf. Boumendjel est un avocat rallié très tôt à la cause nationaliste et au FLN avant d'intégrer le Conseil national de la Résistance algérienne (son frère cadet, Ali, a été l'un des célèbres avocats du FLN avant d'être exécuté pendant la bataille d'Alger en février 1957). En juin 1960, il a participé aux négociations de Melun. Conseiller politique du ministre de l'Information du GPRA, il représente en février 1961 un trait d'union avec les pourparlers précédents. Mais le GPRA entend montrer qu'il repart sur de nouvelles bases en nommant un second représentant, Taïeb Boullarouf. Ancien militant clandestin du FLN en Europe promu aux fonctions d'ambassadeur du GPRA à Rome, Boullarouf représente, après l'échec de Melun, une tendance plus ferme, plus dure, de la voix du GPRA auprès des délégués français. Derrière lui, se profile l'ombre du ministère des Affaires étrangères en la personne de son ministre, Krim Belkacem (également vice-président du GPRA) et de son secrétaire général, Saad Dahlab. C'est dire que, dès l'ouverture des

discussions, l'ambiance est tendue et que Pompidou, évoluant sur le fil du rasoir, s'en tient rigoureusement aux positions arrêtées par De Gaulle dans son ordre de mission du 18 février. Le Général a posé deux préalables à des négociations officielles : la proclamation d'un cessez-le-feu et le maintien d'une souveraineté française sur le Sahara. Au réquisitoire du FLN contre la politique algérienne de la France, s'ajoutent les réactions des deux émissaires face au caractère inacceptable de ces deux conditions.

Pourtant, avec tact et diplomatie, Georges Pompidou maintient le contact et obtient une seconde rencontre le 5 mars 1962, dans les mêmes circonstances. Si les positions de principe définies par de Gaulle n'ont que très légèrement évolué (il accepte de passer outre le préliminaire d'un cessez-le-feu pour ouvrir des négociations officielles mais ne démord pas de sa décision sur le Sahara), il convient alors de considérer ces entretiens sous un autre aspect. C'est moins ce qui y est discuté que la manière de discuter qui confère tout son sens à ces entrevues secrètes ; en d'autres termes, la personnalité de Pompidou comme représentant personnel du Général est le véritable point positif aux yeux des délégués algériens. Pour la première fois en effet, le GPRA a été préparé à négocier politiquement une sortie de crise grâce à « l'autorité » et à « la sincérité » de Pompidou, selon les mots de Louis Joxe, ministre des Affaires algériennes. Ces entretiens secrets de Lucerne posent ainsi le premier jalon constructif du chemin qui aboutira, le 18 mars 1962, aux accords d'Évian, au cessez-le-feu, à la fin de la guerre et à l'indépendance de l'Algérie dans les mois qui suivent.

De retour de sa mission secrète en Suisse, Georges Pompidou remet un rapport de chaque entretien au président de la République. Dans les semaines qui suivent son retour, une mauvaise publicité est cependant donnée à cette mission, donnant corps à toutes sortes de thèses : double politique du Général pour l'Algérie laissant entendre que cette opération a été menée dans le dos du Premier ministre, pourtant connu pour son engagement sur le dossier algérien ; importante marge de manœuvre laissée à Pompidou pour entamer des négociations avec le GPRA, etc.

Face à ce flot de rumeurs, Pompidou, qui a maintenu la plus stricte confidentialité autour de sa mission, adresse le 7 avril 1961 au chef de l'État une lettre dans laquelle il l'assure de sa totale loyauté dans l'affaire. Ce courrier relève d'une véritable profession de foi gaulliste : « [...] Mon Général, je tiens à vous redire qu'à aucun moment je n'ai dépassé si peu que ce soit les directives que vous m'aviez données. Mieux, comme vous pouvez le penser et dans le cadre même de ces directives, j'ai fait preuve d'une prudence extrême et sans défaillance. [...] Sans doute était-il inutile de vous adresser, à vous, cette mise au point. Mais pour ma conscience, je tiens à ce qu'elle figure au dossier de l'affaire. »

Charles de Gaulle sait que, comme toujours, son *missus dominicus* lui est resté d'une fidélité sans tache et pense déjà au gouvernement de la France de l'après crise algérienne. Depuis 1946, De Gaulle et Pompidou ont une relation intime de confiance personnelle très grande, Yvonne de Gaulle en ayant fait le trésorier puis le secrétaire général de la Fondation Anne-de-Gaulle pour les enfants trisomiques.

Pompidou vs Montesquieu : l'homme de pouvoir

Pompidou remplace Michel Debré en avril 1962 et devient Premier ministre jusqu'en juillet 1968, date à laquelle il est remplacé par Maurice Couve de Murville. Après une courte « traversée du Cantal », il est élu, l'année suivante, deuxième président de la V^e République.

On l'a peut-être oublié, mais les six premiers mois de son gouvernement vont lui donner l'occasion de relire Montesquieu et de défendre le pouvoir exécutif face au pouvoir judiciaire ; plus précisément, de définir le rapport entre le gouvernement des juges et le pouvoir politique qui, pour lui, doit être souverain avec des lois d'exception plus dures que l'état d'urgence d'aujourd'hui.

Le Conseil d'État en effet, par son arrêt du 19 octobre 1962 (dit arrêt « Canal, Robin et Godot », du nom des trois condamnés à mort qui l'avaient saisi d'un recours), annule une ordonnance prise par le Président de la République sur le fondement d'une loi référendaire qui institue une cour militaire de justice, au motif que la procédure prévue devant cette cour et l'absence de tout recours contre ses décisions portent atteinte aux principes généraux du droit pénal. Cette décision est alors la cause d'une très vive tension entre le général de Gaulle et le Conseil d'État, qui sembla un instant menacé, si ce n'est dans son existence même, du moins dans son rôle et dans ses attributions.

C'est l'occasion pour Pompidou de sceller son union avec le chef de l'État et de défendre l'esprit des lois de la V^e République – et sa philosophie – contre tous les rouages hérités de la IV^e. Pompidou sait que le moment est choisi pour enraciner le régime gaullien et que les accusations de bonapartisme sont infondées. Il va justifier, dans un exercice de funambule, la légitimité de la séparation des trois pouvoirs, tout en défendant, dans l'esprit du gaullisme, la primauté du pouvoir exécutif : le poids du pouvoir du référendum face au pouvoir législatif, la résolution des problèmes en période de crise face au pouvoir judiciaire. La séparation des pouvoirs en prend alors un sacré coup !

Pour lui, les juges n'ont pas à s'occuper de ces questions : il est le lieutenant politique du général de Gaulle ; il enracine l'idée de la primauté de l'exécutif face au législatif et au judiciaire, il ne débat pas ; plus que Michel Debré, il enracine aussi le rôle du Premier ministre qui trouve les arguments pour appliquer les choix politiques du chef de l'État au sortir de la crise algérienne.

La souveraineté l'emporte sur tout le reste. Exit Montesquieu, vive le général de Gaulle ! Au défenseur de l'esprit des lois, succède le défenseur de l'esprit des lois d'exception !

À la double accusation de captation par le pouvoir exécutif des pouvoirs législatif (par le référendum) et judiciaire (par la Cour militaire de Justice), Pompidou avance comme arguments d'autorité la défense de l'expression de la volonté nationale et la défense de l'ordre public face à la menace subversive de l'OAS. Ici encore, le ton est donné dans sa déclaration en réponse à l'arrêt du Conseil d'État du 19 octobre :

« Le Gouvernement tient tout au moins pour anormal la jurisprudence qu'une telle décision tendrait à instaurer et qui substituerait l'appréciation du juge administratif aux droits des autorités constitutionnelles issues du suffrage dans un domaine qui touche à leur responsabilité fondamentale et l'existence même de la Nation. »

Le Gouvernement, responsable de l'ordre public, de la défense des institutions républicaines et de la sécurité des citoyens considère que de telles décisions constitueraient nécessairement un encouragement à la subversion et aux attentats. »

Il entend ainsi rappeler les objectifs mais aussi les frontières que s'est fixée la République gaulliste depuis 1958. Coupant court aux accusations implicites de bonapartisme, il rappelle avec netteté de quel côté se situent la légalité républicaine et la souveraineté nationale.

La réaction de Pompidou est d'autant plus vigoureuse qu'entre temps, fin août 1962, est survenu l'attentat du Petit-Clamart.

Cet événement cristallise l'ultime grande réforme de l'installation de la nouvelle République : afin de mieux asseoir la légitimité du président de la République, le général de Gaulle propose par référendum le 28 octobre (quelques jours après l'arrêt Canal) que, désormais, son élection soit effectuée au suffrage universel.

Jamais, depuis l'ombre du prince Louis-Napoléon Bonaparte en 1848, cette question n'avait été soulevée en France. La barrière parlementaire aurait ainsi constitué, traditionnellement depuis 1870, le meilleur rempart contre toute tentation de retour au césarisme démocratique. Le recours gaulliste au référendum est taxé de plébiscite par ses opposants, qui renvoient une fois de plus aux références politiques du Second Empire. Plus que jamais, avec ce référendum, les accusations de bonapartisme redoublent et pourraient constituer un dénominateur commun, faible mais efficace, pour unir les différents courants d'opposition au gaullisme (qu'ils soient constitutionnel, nationaliste ou de toute autre essence) dans le « non ».

Or, aux yeux des fondateurs de la V^e République, cette ultime retouche constitutionnelle doit couronner la réforme entreprise depuis 1958. On comprend alors mieux l'engagement tout particulier du Premier ministre en octobre 1962.

Le sens de sa réponse à l'arrêt Canal est à comprendre dans ce contexte. Simultanément, Pompidou prend une part active à l'organisation du référendum, suivant de près les débats et les arguments qui entourent le scrutin et se faisant l'avocat inlassable de la cause gaulliste.

L'annonce de la réouverture de la Sorbonne le 13 mai 1968 par Pompidou est fondatrice car il s'émancipe du général de Gaulle et pose les jalons de ce que sera son destin national. Revenant le 11 mai de voyage d'État, il se considère alors comme vierge de tout ce qui a été décidé depuis le début de la crise de mai et peut donc prendre d'autres décisions. Il reprend la main en faisant basculer la responsabilité du côté des manifestants et, par ce geste, tente de rattacher l'opinion publique à l'État et à l'ordre, contre les grévistes. Il donne du temps au temps et, chose qui n'a jamais été fait précédemment, permet à la droite d'avoir les moyens d'une négociation. Jusqu'en 1968, tous les grands modèles de crise étaient soldés par un gouvernement de gauche qui négociait avec les syndicats, comme lors du Front populaire de 1936. Pompidou réussit ce tour de force d'avoir un gouvernement de droite qui négocie avec les syndicats et amène la CGT à terminer les grèves. On retrouve là la modernité du personnage : il y a quelque chose, dans la stratégie, de fondamentalement différent de ce qui se faisait dans les milieux gaullistes traditionnels. Avec ce geste, il brise – et il le sait – 24 ans de compagnonnage avec De Gaulle. Mais il change les conditions du débat et permet l'espace de la négociation. Faisant ce geste, il se projette dans l'après, dans ce qu'il pense être la nouvelle société dont va accoucher Mai 68.

Le 30 mai, la grande manifestation des milieux gaullistes se fait sans Pompidou, qui considère qu'il n'a pas besoin d'y aller, l'affaire étant résolue pour lui dès le 24 mai. Sa fonction de Premier ministre a été remplie et il sait dès lors qu'il doit procéder à la liquidation de son gouvernement. Un an auparavant, il s'est présenté aux législatives, a emporté le suffrage universel et est devenu le leader de la majorité, préemptant le parti gaulliste ou, en tout cas, la philosophie gaulliste. Cela lui vaut naturellement de sérieuses inimitiés, notamment parmi les fidèles gaullistes qui défilent sur les Champs-Élysées. Mais Pompidou sait qu'il coupe les amarres et se lance dans sa propre aventure politique à 57 ans.

Avant Pompidou, la société s'adaptait aux choix du politique ; avec lui, le souci sociétal prime au moment du basculement de la France rurale vers la France urbaine, du grand déchirement de cette transition dont il a pleinement conscience. Le personnage fait une sorte de synthèse dont lui seul avait la recette entre son expérience de grand commis de l'État d'une part, d'adhésion aux thèses dirigistes et gaullistes de l'État, et celle de directeur général de la banque Rothschild qui lui permet de voir comment marche l'entreprise où il est confronté à la question de la concurrence, à la question syndicale, à une force de modernité libérale dont on peut penser qu'il va utiliser les leçons, notamment dans la mise en œuvre de sa politique européenne et internationale pour garantir, avant tout, les conditions de la prospérité. Les hommes politiques de ce temps sont peu nombreux à avoir cette expérience et à pouvoir forger cette synthèse. Il est pressenti rue de Rivoli avant de succéder à Michel Debré à Matignon, et pourra se prévaloir d'avoir pu compter sur Valéry Giscard d'Estaing durant une grande partie de sa période de gouvernement.

Tout à fait pro-européen, le rapport avec la Grande-Bretagne tranche avec la politique européenne menée sous le général de Gaulle : le référendum de 1972 constitue un autre moment de rupture avec le gaullisme. Pompidou veut faire entrer la Grande-Bretagne dans l'Europe et il s'engage personnellement en tentant de faire comprendre aux Français que se joue là leur modernité à travers le référendum et les négociations bilatérales avec Edward Heath. Avec le Brexit, quelque chose semble s'être délité depuis cette période.

* * *

En conclusion, le pompidolisme ? Le personnage séduit – le Président le plus aimé des Français –, mais Pompidou lui-même, dans sa vision de la modernité, n'a jamais cherché un modèle dans le passé !

Lors de la dernière campagne présidentielle, on a entendu certains recourir au pompidolisme... Mais c'est un contresens du pompidolisme ! L'intéressé lui-même considérait sa théorie comme une projection, une adaptation face aux contraintes. Sa philosophie politique, forgée pour lui depuis l'identité nationale de la III^e République, a pour but de créer un destin commun vers l'avenir. Pour cela, il faut comprendre l'esprit de son temps, accepter les nouvelles contraintes, l'évolution de la société.

Le pompidolisme n'est donc pas un regard dans le rétroviseur mais une projection vers l'avenir. Être pompidolien, c'est comprendre d'où l'on vient et où l'on va ! De son propre aveu, et ainsi qu'il aimait à la répéter, Pompidou a toujours voulu faire mentir le vers de Baudelaire qui veut que « l'action n'est pas la sœur du rêve » ; au contraire, selon lui, la modernité vient de ce mariage.

A cet égard, la biographie que j'ai écrite avec mon confrère Jean-Pierre Bat essaie de retracer le parcours intellectuel de Pompidou, sans parvenir toujours à mesurer les différentes influences, qui forge une certaine façon de se projeter dans l'avenir et de voir la modernité.

Jean-Pierre Bat et Pascal Geneste
Georges Pompidou, une certaine idée de la modernité
Paris, Belin, 2016

